

*Le Ministre de Suisse à Vienne, A. de Claparède,  
au Président de la Confédération et Chef du Département politique, A. Deucher*

RP<sup>1</sup>

Vienne, 5 mars 1903

Ce n'est qu'à de rares occasions que les Présidents des Conseils d'Autriche et de Hongrie répondent à des interpellations concernant la politique extérieure. Ou bien ils font la sourde oreille, ou bien ils allèguent leur incompétence dans les questions qui sont du ressort du Ministère commun des Affaires étrangères. Ce qu'ils déclarent à leurs Parlements lorsqu'ils se décident à parler peut donc toujours être considéré comme une énonciation du Ministère des Affaires étrangères.

C'est ce qui vient de se passer dans les Parlements d'Autriche et de Hongrie à propos de la question de la Macédoine.

Le 11 décembre dernier le Président du Conseil d'Autriche fut interpellé à la Chambre des députés au sujet des intérêts économiques menacés dans les pays balkaniques et plus tard, le 4 février, une autre interpellation lui fut adressée concernant les réformes administratives en Macédoine; de son côté M. de Szell fut interrogé le 10 janvier au Parlement hongrois au sujet du voyage du Comte Lamsdorff.

Pas plus à Vienne qu'à Pest les Présidents du Conseil ne se hâtèrent de satisfaire la curiosité des interpellateurs, et ce n'est qu'avant-hier que M. de Koerber et M. de Szell firent simultanément à leurs Parlements respectifs les déclarations, publiées par les journaux, desquelles il ressort que les arrangements

---

1. *Note en tête du document:* In Circulation und an die Gesandtschaften.

concertés par l'Autriche et la Russie concordent entièrement avec les arrangements pris en 1897 entre les deux Gouvernements, et sont la conséquence de ces derniers; — que les Gouvernements sont fermement décidés à faire exécuter les réformes projetées et les engagements pris par la Turquie et à ne pas se contenter de vaines promesses; les populations chrétiennes peuvent compter sur les puissances, qui surveilleront l'exécution des réformes administratives promises, mais elles devront aussi s'abstenir de tout acte de violence, qui autoriserait la Turquie à des représailles. M. de Szell, avec son tempérament plus ardent que celui de son collègue autrichien, a été plus explicite; il s'est laissé aller à dire, qu'aucune puissance «même pas la Russie» ne chercherait à empêcher la Turquie d'exercer une répression énergique contre ceux qui chercheraient à provoquer un mouvement révolutionnaire.

Cette dernière phrase m'engage à revenir quelque peu en arrière. M. le Ministre Lardy Vous faisait part à la fin de décembre dernier<sup>2</sup> de la situation d'esprit dans laquelle il avait trouvé son collègue d'Autriche-Hongrie. Le Comte Wolkenstein, qui durant sa longue carrière a toujours cherché à éviter toute conflagration sur les Balkans, était nerveux, découragé au moment du voyage du Comte Lamsdorff et appréhendait que des forces élémentaires ne vissent détruire les meilleurs plans et les meilleures intentions. C'était bien la situation du moment, car à Vienne on avait appris avec étonnement que le Comte Lamsdorff ne viendrait à Vienne qu'après s'être rendu aux Cours de Sophia et de Belgrade. Ce n'était pas se concerter avec l'Autriche sur la base de l'arrangement de 1897, disait-on, que de s'entendre d'abord avec le Prince Ferdinand et le Roi Alexandre. En outre les récits mensongers de la presse bulgare représentaient l'action du Comte Lamsdorff d'une façon qui n'était pas de nature à dissiper les appréhensions de ceux qui étaient convaincus que la Russie encourageait en sous-main les agissements des comités macédoniens. Ce ne fut que plus tard que l'on apprit que le Comte Lamsdorff avait parlé un langage très sévère à Sophia et qu'il avait déclaré au Gouvernement princier que ni la Russie ni les autres grandes puissances ne bougeraient si la Bulgarie continuait à favoriser les agissements révolutionnaires en Macédoine venait à être attaquée par la Turquie. «Nous resterions simples spectateurs des événements comme nous l'avons été lors des massacres en Arménie» aurait dit le Comte Lamsdorff.

Cette déclaration, lorsqu'elle a été connue ici, a considérablement contribué à faire dissiper les méfiances qu'à Vienne on a toujours contre la politique russe; elle vient d'être paraphrasée dans le communiqué au Messager gouvernemental russe du 25 février dernier dans lequel il est dit que la Russie ne sacrifiera pas une goutte du sang de ses fils et une fraction de l'héritage du peuple russe, si les populations balkaniques, au mépris des conseils reçus, cherchaient par des moyens violents à modifier l'ordre établi.

M. de Szell, dans son énonciation du 3 courant, s'est évidemment inspiré à la fois des conseils donnés à Sophia par le Comte Lamsdorff et du communiqué au journal russe précité.

Telle qu'elle est exposée dans les déclarations faites aux Parlements d'Autriche et de Hongrie, la situation se serait considérablement améliorée depuis

2. Cf. RP n° 104.

décembre dernier; la presse la dépeint sous des couleurs riantes et au Ballhausplatz on accepte les félicitations pour le succès obtenu par la diplomatie autrichienne: l'arrangement de 1897 a fait ses preuves. Le Comte Lützow, avec lequel j'en causais ces jours-ci, paraissait fort réjoui. «Oui, me disait-il, ça nous a donné beaucoup à faire, mais l'entente est unanime avec toutes les puissances comme avec la Turquie; avec la Russie nous marchons mains à mains, chaque jour nous avons à nous concerter sur des questions de détails; par exemple aujourd'hui nous avons débattu la question de la gendarmerie; il serait possible que nous demandions à la Suisse, qui heureusement pour elle n'a ni Grecs, ni Serbes, ou Bulgares, de nous céder quelques-uns de ses excellents agents de police pour organiser la gendarmerie en Macédoine, n'est-ce pas il y a quelques Suisses dans la gendarmerie crétoise?»

Bref, on paraît ici satisfait, très satisfait. Le malaise que l'on éprouvait en décembre a fait place à une appréciation plutôt optimiste. Peut-être se contente-t-on d'avoir remis à demain ce que l'on redoutait pour le jour présent.

Dans des cercles plus critiques on ne partage pas l'enjouement de la presse; on n'estime pas que les gouvernants soient si rassurés qu'ils s'en donnent l'air. Voici sur quels faits se basent les appréhensions du moment.

D'abord qui peut garantir l'efficacité des conseils, voire même des menaces adressées par la Russie et l'Autriche-Hongrie à des populations affolées par les exactions turques et qui pour la majeure partie n'ont rien à perdre et tout à gagner, ne fut-ce que par le pillage. L'Autriche et la Russie pourront-elles par des déclarations comminatoires éteindre l'incendie si quelques milliers de Bulgares, de Serbes, de Macédoniens, de Grecs et d'Arnauts mettent le feu aux quatre coins des Balkans? A ceci on ne peut que répondre non, car si elles étaient si sûres du résultat de leurs démarches, elles n'amoncelleraient pas maintenant encore des troupes sur leurs frontières: la Russie mobilise certains corps dans les provinces méridionales, et en Bosnie et Herzégovine certaines dispositions ont été prises par l'Autriche-Hongrie en vue de renforcer les effectifs militaires sur les frontières serbes et turques. On a même parlé de mobilisation latente et une interpellation introduite au Parlement autrichien concernant l'augmentation des garnisons bosniaques est restée sans réponse. On redoute donc des complications du fait des populations des Balkans.

D'autre part, et même dans le communiqué précité du «Messager gouvernemental russe», le Tzar fait hautement proclamer la protection matérielle et spirituelle qu'il offre à ses coreligionnaires dans les Balkans; il dote les corporations religieuses de ces contrées, il peuple les couvents de moines qui rappellent les religieux combattants du Moyen Age et presque sur les frontières de l'Autriche, à Mitrowitza, il vient d'ériger un Consulat, certes pour faire valoir d'autres intérêts que ceux de l'Autriche et de l'Eglise catholique romaine.

Entre les faits et les déclarations officielles il existe des contradictions que l'on explique de différentes manières. Les uns prétendent que la Russie désire pour le moment et très sincèrement la conservation du statu quo; elle n'est pas prête militairement et cherche à remettre à plus tard une solution qui pourrait se produire d'elle-même par l'effondrement de l'Empire ottoman.

D'autres également convaincus des sentiments pacifiques du Tzar, attribuent ces contradictions apparentes à l'existence du parti panslave qui par ses puis-

5 MARS 1903

933

santes attaches à la Cour et dans les Chancelleries réussit à faire passer telle mesure qui est en contradiction directe avec telle autre prise par le Souverain. Ce serait aux Ignatieff et consorts qu'il faudrait attribuer l'envoi d'émissaires religieux et laïques dans les contrées que voudrait pacifier le Souverain. Le voyage actuel du Comte Ignatieff ne serait pas volontaire mais aurait été provoqué par le Souverain qui veut mettre fin aux intrigues de ce général.

D'autres enfin prétendent que la Russie n'est pas sincère: on ne sait à Vienne de ce que le Comte Lamsdorff a dit à Sophia, seulement ce qu'il en a communiqué au Ballhausplatz: il se pourrait que tout en réclamant de la Bulgarie l'attitude correcte que le Gouvernement princier vient de prendre en faisant emprisonner les chefs des comités révolutionnaires, le Comte Lamsdorff ait donné à Sophia d'autres assurances pour l'avenir et ait dit: «Nous voulons donner au Sultan le temps d'exécuter les réformes promises, mais il ne tiendra sûrement pas ses promesses; dans ce cas la liberté d'action que nous vous enlevons aujourd'hui vous reviendra nécessairement et vous serez alors d'autant plus fort vis-à-vis de l'Europe que vous aurez sagement suivi ses conseils actuels.»

Vous le voyez, Monsieur le Président, à la surface on paraît très rassuré, mais la situation est encore grosse de dangers. Je joins à ces lignes les déclarations de M. M. de Koerber et de Szell, de même que le communiqué du Messenger gouvernemental de Russie.

P.S. Les journaux annoncent à l'instant que l'Autriche-Hongrie vient d'ériger un Consulat à Mitrowitza, voulant par là constater l'action parallèle de l'Autriche et de la Russie dans les Balkans, telle qu'elle est prévue par l'arrangement austro-russe de 1897.